

20260206 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69688/royaumeuni--le-nombre-de-refugies-statutaires-a-la-rue-explose>

Actualités



Des tentes de sans-abris, dont de nombreux réfugiés, à Londres, au Royaume-Uni, en novembre 2025. Crédit : AFP

Royaume-Uni : le nombre de réfugiés statutaires à la rue explose

Par [Charlotte Boitiaux](#)

Selon la BBC qui reprend des données gouvernementales, 19 300 réfugiés sont aujourd'hui à la rue au Royaume-Uni. C'est cinq fois plus qu'en 2021-2022, où les autorités avaient recensé 3 500 personnes sans-abri. Pour les organisations d'aide aux migrants du pays, cette explosion est "une conséquence directe" de la politique gouvernementale.

Le chiffre est important : 19 300 migrants vivent aujourd'hui à la rue au Royaume-Uni. C'est le chiffre avancé par [la chaîne BBC](#) qui reprend des données des autorités britanniques. Ils n'étaient "que" 3 500 sur la période 2021-2022. Parmi eux, de nombreuses familles de réfugiés statutaires. Londres et le Nord-Ouest, [notamment Liverpool et Manchester](#), présentent la plus forte proportion de ces réfugiés sans-abri.

Pour les associations de défense des migrants, cette augmentation est "directement" liée à la politique migratoire de Londres. Elles pointent notamment du doigt le délai très court accordé aux réfugiés statutaires pour quitter leur hébergement d'urgence une fois leur titre de séjour obtenu.

Les demandeurs d'asile obtenant leur statut de réfugié au Royaume-Uni ont en effet 28 jours pour quitter leur lieu d'hébergement - qu'il s'agisse d'une structure d'accueil ou d'une chambre d'hôtel - financé par le Home Office (l'équivalent britannique du ministère de l'Intérieur). Un délai trop court, dénonçaient déjà en 2023 les associations : trop court pour recevoir ses nouveaux papiers, trouver un emploi et un appartement abordable, organiser son déménagement. À l'écoute des doléances des associations, le [gouvernement travailliste avait alors lancé un projet pilote en décembre 2024 : allonger ce "délai de départ" à 56 jours](#) - avant de revenir au délai initial de 28 jours en août 2025.

De 7 jours à 28 jours pour quitter son hébergement d'urgence

Parfois même, notent les associations, [ce délai est aujourd'hui réduit à 7 jours](#). En cause : le compte à rebours des 28 jours enclenché par l'administration dès la notification de la décision

positive. Avant même, donc, la réception du "Biometric resident permit" (BRP), ce titre de séjour biométrique, qui peut mettre deux à trois semaines pour arriver à son destinataire.



Des tentes de sans-abris, dont de nombreux réfugiés, à Manchester, au Royaume-Uni, en février 2025. Crédit : AFP

Naccom, une organisation caritative nationale regroupant 140 associations de défense des migrants attribue cette augmentation des sans-abris aux "changements quasi constants de la politique gouvernementale" et surtout, à l'introduction des visas électroniques.

Le Royaume-Uni a en effet récemment remplacé les permis de séjour biométriques (BRP) et les cartes de séjour biométriques (BRC), par des [visas électroniques](#). Ces "E-visa", mentionnant le statut de réfugié et le droit au séjour de la personne concernée, sont nécessaire pour accéder à un logement, à un compte bancaire, ou encore aux aides sociales. Mais de nombreux réfugiés n'arrivent pas à activer ces E-visa pour accéder aux services proposés par l'État.

A lire aussi

[Au Royaume-Uni, les demandeurs d'asile boucs émissaires de la crise de la précarité](#)

"Les gouvernements successifs ont aggravé ce climat délétère par des changements de politique constants qui facilitent l'accès à la misère et au sans-abrisme et rendent plus difficile la recherche d'une solution", a dénoncé Bridget Young, la directrice de la Naccom.

"Je dors sous une tente" depuis 5 mois à Manchester

Et les exemples de retour à la rue pleuvent. [La BBC cite le cas de Yusra](#), une réfugiée soudanaise qui dort actuellement "sous une tente dans les rues de Manchester", après avoir reçu une réponse positive à sa demande d'asile. Elle a été expulsée de son hôtel où elle logeait depuis 5 mois. "En tant que personne seule sans enfant, elle n'a pas été considérée comme prioritaire pour l'obtention d'un logement social", précise l'article.



Des tentes de sans-abris, dont de nombreux réfugiés, à Manchester, au Royaume-Uni, en février 2025. Crédit : AFP

Le Guardian évoque aussi l'exemple d'un réfugié érythréen de 19 ans qui "dort sous un buisson près d'une gare du nord de Londres" depuis plus de deux mois, après avoir été expulsé d'un hôtel du ministère de l'Intérieur. "Il a sollicité l'aide de sa mairie pour trouver un nouveau logement, mais sa demande a été rejetée au motif qu'il ne faisait pas partie des personnes prioritaires", [précise l'article](#).

"Mon périple pour trouver refuge après avoir fui mon pays a été extrêmement difficile. J'étais réduit en esclavage en Libye et j'ai dû traverser la Manche au péril de ma vie", a-t-il déclaré. "Je suis heureux d'avoir obtenu le statut de réfugié, mais je ne m'attendais pas à devoir dormir sous un buisson en plein Londres après tout ce que j'ai enduré."

L'association caritative Asylum Welcome, qui vient en aide aux réfugiés dans l'Oxfordshire, dans le sud-est de l'Angleterre, raconte avoir dû dans l'urgence tenter de fournir un hébergement à 48 réfugiés qui venaient d'obtenir leur protection internationale mais qui avaient été expulsés de leurs centres d'asile, [explique-t-elle au Guardian](#). "Beaucoup se sont retrouvés à la rue", peut-on lire dans l'article. "Pour les personnes n'ayant pu trouver d'hébergement, l'association n'a pu leur fournir qu'un sac de couchage."

Plus de 110 000 demandeurs d'asile

Cette crise du logement survient alors que les gouvernements successifs peinent à maîtriser le système d'asile britannique, saturé, avec un énorme arriéré de personnes attendant une décision sur leurs demandes et leurs appels. [Plus de 110 000 demandeurs d'asile se sont enregistrés](#) au Royaume-Uni entre juin 2024 et juin 2025. Cela correspond à une augmentation de 14% du nombre de demandeurs d'asile par rapport à l'année précédente. Un record depuis 2001.

A lire aussi

[Au Royaume-Uni, un site militaire accueille 27 demandeurs d'asile, une première sous le gouvernement de Keir Starmer](#)

Mais les efforts déployés par le Home Office pour résorber les arriérés des dossiers pourraient provoquer une nouvelle vague de sans-abrisme, poussant les réfugiés statutaires à quitter les hôtels et hébergements d'urgence pour laisser la place aux nouveaux arrivants.

Environ 32 000 demandeurs d'asile (soit 30 % des demandeurs d'asile présents au Royaume-Uni) sont aujourd'hui hébergés dans quelque 200 hôtels. Mais le nombre a déjà été bien plus important. En 2023, durant la mandature du Premier ministre conservateur, Rishi Sunak, quelque 400 hôtels hébergeaient plus de 55 000 demandeurs d'asile. Depuis l'été 2025, le gouvernement de Keir Starmer a promis [d'utiliser d'anciennes casernes militaires](#) pour sortir les demandeurs d'asile des hôtels, malgré les contestations des défenseurs des droits humains et de la population locale.